



TRAVAUX DE MAITRISE DU RUISSELLEMENT ET DE L'ÉROSION SUR LE BASSIN VERSANT DE LAVAQUERESSE

Dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6
du code de l'environnement

Dossier de déclaration d'intérêt général au titre de l'article
L.211-7 du code de l'environnement

Sommaire

1. Demandeur	4
A. Personne physique	4
B. Personne morale	4
B.1. Création	4
B.2. Compétences	5
B.3. Périmètre d'intervention	5
2. Raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives	6
3. Résumé non technique	6
4. Description des travaux	6
A. Nature et objectifs des travaux à réaliser	6
B. Localisation des travaux à réaliser	7
C. Description des travaux	8
D. Caractéristiques techniques des ouvrages	8
E. Planning prévisionnel des travaux	9
E.1. Date de commencement des travaux	9
E.2. Durée prévisible des travaux	9
5. Estimation financière et plan de financement prévisionnel	9
A. Estimation financière	9
B. Plan de financement prévisionnel	10
6. Cadre réglementaire	11
A. Déclaration d'intérêt général	11
A.1 Principe général	11
A.2 Justification de l'intérêt général	12
A.3. Conclusion sur l'intérêt général de l'opération	12
B. Loi sur l'eau et les milieux aquatiques (L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement) 13	
B.1. Généralités	13
B.2. Rubriques de la nomenclature loi sur l'eau concernées	13
7. Etude d'incidence sur l'environnement	14
A. Etat des lieux avant travaux	14

B.	Impact des travaux	14
C.	Evaluation des incidences Natura 2000.....	15
D.	Mesures envisagées pour la préservation de l'écosystème aquatique	16
8.	Analyse de la compatibilité avec les documents existants	17
A.	Compatibilité avec le SDAGE	17
B.	Compatibilité avec le PPRI de la Vallée de l'Oise entre Aisonville et Mondrepuis	19
9.	Moyens de surveillance et d'entretien des aménagements	20
A.	Gestion des aménagements	20
A.1	Responsabilité du maitre d'ouvrage	20
A.2.	Définition et niveaux de surveillance	20
B.	Inspection visuelle de routine	21
C.	Inspection visuelle à l'occasion d'évènements pluvieux.....	21
D.	Entretien	22

1. Demandeur

A. Personne physique

Nom et prénom :

Date de naissance :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

B. Personne morale

Le maître d'ouvrage désigné ci-dessous est le porteur de projet.

Demandeur	Syndicat intercommunal pour la gestion du bassin versant de l'Oise amont
SIRET	250 203 130 00027
Adresse	Mairie d'Etréaupont 02580 ETREAUPONT
Représenté par	Monsieur le Président Raymond PREDHOMME
Téléphone	03 23 97 40 31

L'assistant à maîtrise d'ouvrage à contacter est :

Secrétariat et service technique	Union des syndicats d'aménagements et de gestion des milieux aquatiques
Adresse	10 rue du Bon Puits 02000 CHIVY-LES-ETOUVELLES
Interlocuteurs	Madame Mathilde BAUDRIER Monsieur Geoffrey PACAUD
Téléphone	03 23 20 36 74

B.1. Création

Les inondations survenues pendant l'été 1980 ont provoqué d'importants dommages agricoles. La majorité des communes riveraines de l'Oise, du Ton et du Gland ont décidé de se regrouper en un syndicat intercommunal pour l'aménagement de l'Oise supérieure. L'acte constitutif est un arrêté préfectoral en date du 26 mars 1981. L'évolution administrative du syndicat est marquée par une succession d'arrêtés préfectoraux jusqu'en 2013 qui modifient ses compétences, son mode de fonctionnement et son nom.

Le syndicat intercommunal pour la gestion du bassin versant de l'Oise amont regroupe à ce jour 90 communes, dont la commune de Lavaqueresse.

B.2. Compétences

Comme pour toute structure intercommunale, les fonctions du syndicat sont définies dans ses statuts. Ses missions sont la maîtrise d'ouvrage (étude et travaux) ou la contribution à :

- l'aménagement d'un bassin versant ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau ;
- la défense contre les inondations ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- **la contribution à la maîtrise du ruissellement et de l'érosion sur le bassin versant ;**
- la promotion des actions d'animation, de sensibilisation et de valorisation environnementale des milieux aquatiques auprès du public.

B.3. Périmètre d'intervention

Conformément au code général des collectivités territoriales, le syndicat intercommunal pour la gestion du bassin versant de l'Oise amont exerce ses compétences sur la partie des communes comprises dans le bassin versant de l'Oise amont. Son territoire s'étend au nord du département de l'Aisne, en Thiérache, sur une superficie de 846 km². Ce bassin versant est découpé en 4 sous bassins distincts :

- Bassin du Noirrieu : 203 km²
- Bassin du Thon : 168 km²
- Bassin du Gland : 87 km²
- Bassin de l'Oise Amont : 388 km²

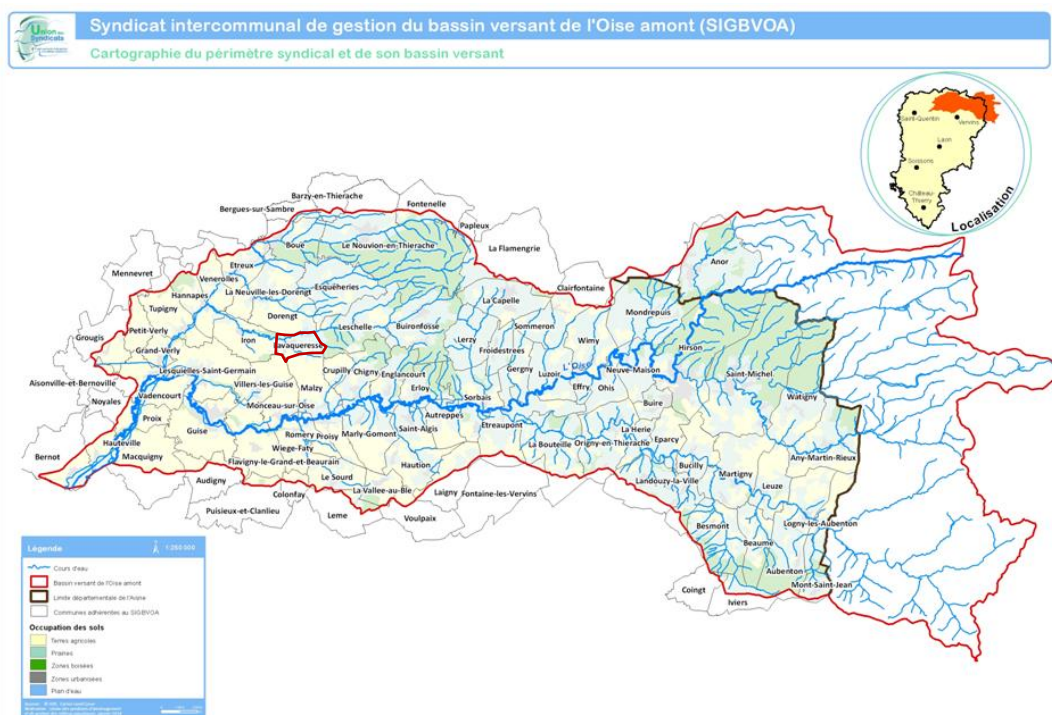


Figure 1. Bassin versant de l'Oise amont et localisation de la commune de Lavaqueresse

2. Raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives

Ce projet a été retenu car il a pour objectif la diminution de la vitesse des écoulements et ainsi la réduction des risques d'érosion des sols, de coulées de boue et d'inondations. En effet, la présence d'un ravin naturel dans le lieu-dit « le Torchon » crée une accumulation des eaux de ruissellements et un accroissement de la vitesse des ruissellements. Après concertations avec les différents acteurs concernés et au vu des conditions topographiques, seule l'implantation de barrages gabions pouvait être envisagée pour limiter les transferts des particules fines dans le ruisseau des Oiselets.

3. Résumé non technique

Ce projet a pour objectif la maîtrise du ruissellement et de l'érosion sur le bassin versant de Lavaqueresse. Il concerne la mise en place de trois barrages gabions dans un ravin naturel du lieu-dit « Le Torchon » de la commune de Lavaqueresse. Les travaux consisteront à mettre en place des barrages gabions qui sont constitués de cages gabions qui font obstacle, de matelas gabions qui dissipent l'énergie du ruissellement et d'un drain agricole qui assure l'écoulement.

4. Description des travaux

A. Nature et objectifs des travaux à réaliser

La commune de Lavaqueresse rencontre régulièrement des problèmes liés aux ruissellements sur un petit bassin versant élémentaire débouchant sur le ruisseau des Oiselets, affluent de l'Iron. Cela se traduit par un risque accru d'inondations et de coulées de boue aux niveaux d'habitations du village et d'apport de particules en suspension vers le ruisseau des Oiselets. La commune a alors fait appel au Syndicat intercommunal pour la gestion du bassin versant de l'Oise amont afin d'engager un projet palliant à ces phénomènes.

En tenant compte des réalités du terrain, le « bassin versant de Lavaqueresse » a été redessiné. Il ne se compose que d'un seul talweg. Les eaux proviennent du lieu-dit « Le Torchon » puis s'accumulent dans la rue du Grand Rejet avant de se déverser dans le ruisseau des Oiselets.

Après concertation des différents acteurs de la zone, il est proposé d'implanter trois aménagements de type freins hydrauliques (barrages gabions) au niveau d'un « ravin naturel » en amont de la rue du Grand Rejet. La mise en place de ces barrages permettra de diminuer les vitesses d'écoulement et de tamponner les flux de ce bassin versant, réduisant ainsi les risques d'inondations et de coulées de boue. Ces freins permettront aussi de limiter l'érosion des sols et donc le transfert des particules fines par des apports brutaux vers le ruisseau des Oiselets.

B. Localisation des travaux à réaliser

Annexe 1 : Carte de localisation du projet (1/5 000^{ème})

Désignation du cours d'eau : **Ruisseau des Oiselets**

Longueur concernée : **0 ml**

Largeur concernée : **0 m**

Situation cadastrale :

Tableau 1. Situation cadastrale des travaux à réaliser

Commune	Parcelles Cadastreales	Lieu-dit
Lavaqueresse (02 450)	ZD_007 ZD_008 ZD_048 ZD_053	Le Torchon

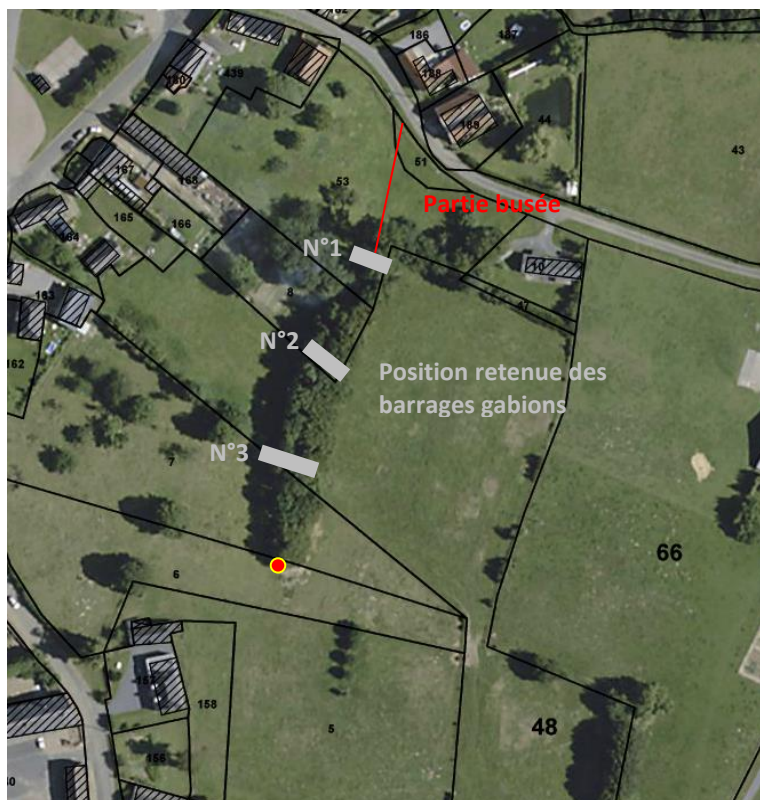


Figure 2. Localisation des barrages gabions au lieu-dit « Le Torchon »

Le pétitionnaire est-il propriétaire de la (les) parcelle(s) sur la(les)quelle(s) vont se dérouler les travaux ?
oui ☐ non ☒

Si non joindre un accord écrit du propriétaire

Annexe 2 : Convention relative à la réalisation de travaux d'aménagement d'un bassin versant sur la commune de Lavaqueresse.

C. Description des travaux

Installation, ouvrage, sur le bassin versant d'un cours d'eau

- Cours d'eau concerné : **Ruisseau des Oiselets**
- Taille de bassin versant intercepté : **7,5ha**
- Type d'aménagement : **Barrages gabions**
- Quantité : **3 unités**



D. Caractéristiques techniques des ouvrages

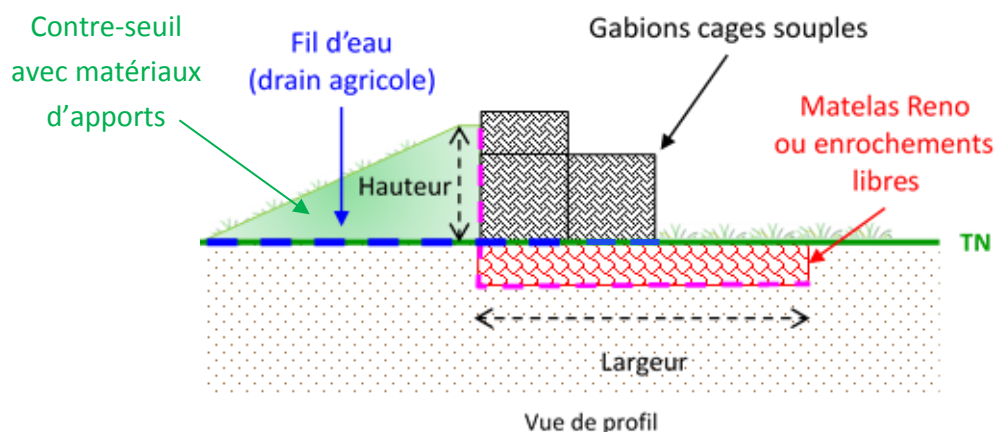
La mise en place de barrages gabions permet le ralentissement des écoulements concentrés dans le ravin existant et le dépôt des sédiments transportés par le ruissellement.

Les barrages seront constitués de :

- **Cages gabion** constituant le corps du barrage permettra de soutenir le talus en amont et le matelas en aval;
- **Matelas gabion**, situé en aval, dissipant l'énergie des écoulements et protégeant le sol contre l'érosion ;
- **Contre-seuil** avec des matériaux d'apport un **géotextile en coco** pour l'ensemencement et traversé d'un **drain agricole** assurant l'écoulement des eaux à travers le barrage.

Tableau 2. Caractéristiques des barrages gabions prévus au lieu-dit « Le Torchon »

N° barrage	Hauteur de référence	Longueur	Largeur
1	1 m	7 m	2 m + 2 m de matelas
2	1 m	10 m	2 m + 5 m de matelas sur le renforcement du passage
3	1 m	15 m	2 m + 1,5 m de matelas en surverse



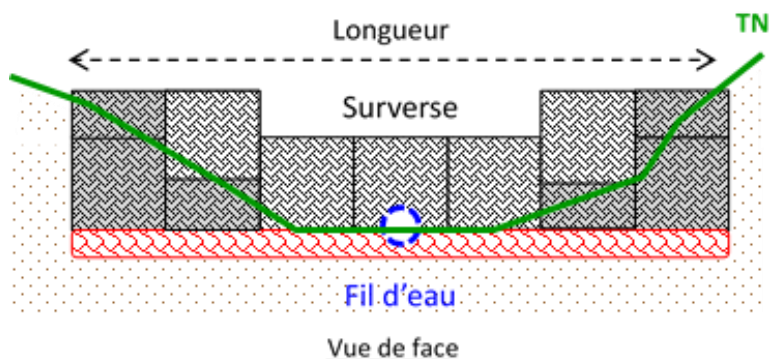


Figure 3. Plans de principe d'un barrage gabion

Décrire les différentes étapes et pour chacune d'entre elle les modalités techniques de réalisation des travaux :

Mise en place de barrages gabions

- Réalisation des gabions boîte (assemblage, mise en place, remplissage, fixation et finition)
- Réalisation des matelas Reno (assemblage, mise en place, remplissage, fixation et finition)
- Mise en place du contre-seuil du barrage (mise en place des drains agricoles qui traversent les barrages, constitution avec les matériaux d'apport, mise en place du treillis coco, enherbement des contre-seuils)

E. Planning prévisionnel des travaux

E.1. Date de commencement des travaux

Sous réserve de financements, les travaux pourront être mis en œuvre **lors de la période automnale 2018**, en accord avec la commune de Lavaqueresse, les propriétaires et l'exploitant agricole. Une date plus précise sera communiquée ultérieurement.

E.2. Durée prévisible des travaux

Les travaux auront une durée prévisionnelle de **1,5 mois**.

5. Estimation financière et plan de financement prévisionnel

A. Estimation financière

Le total des dépenses des travaux de maîtrise du ruissellement et de l'érosion sur le bassin versant de Lavaqueresse s'élève à **59 920 € HT** soit :

- **52 420 € HT** pour la réalisation des travaux (aménagement des gabions et installation du chantier et maîtrise d'œuvre de suivi)
- **5 000 € HT** pour les frais des procédures réglementaires
- **2 500 € HT** pour les frais divers liés aux démarches administratives

Le tableau ci-dessous récapitule les dépenses par type d'aménagement des travaux de maîtrise du ruissellement et de l'érosion sur le bassin versant de Lavaqueresse.

Tableau 3. Estimation financière de l'opération

Estimation des dépenses par barrage gabion	
Barrage gabion n°1 (aval)	8 180,00 € HT
Barrage gabion n°2 (median)	13 650,00 € HT
Barrage gabion n°3 (amont)	18 700,00 € HT
Aléa (5%)	2 026,50
Total travaux (HT)	42 556,50 €

Détail estimatif général	
Mise en place de 3 barrages gabions et maîtrise d'œuvre de suivi	52 420,00 € HT
Frais d'enquête publique	5 000,00 € HT
Frais divers	2 500,00 € HT
Total opération (HT)	59 920,00 €
Montant TVA (20%)	11 984,00 €
Total TTC	65 904,00 €

Dans la majorité des cas, une hypothèse de 5% du montant des travaux est appliquée pour définir le montant annuel moyen d'entretien des aménagements. Dans le cadre de ce projet, ce montant s'établit donc à environ **2 130 € HT**.

B. Plan de financement prévisionnel

Les aménagements de maîtrise du ruissellement et de l'érosion sur le bassin versant de Lavaqueresse, sous la maîtrise d'ouvrage du syndicat intercommunal pour la gestion du bassin versant de l'Oise amont, feront l'objet d'un plan de financement incluant des financements publics à hauteur maximale de 80 % des dépenses d'investissement.

Les partenaires sollicités sont les suivants :

- L'Agence de l'eau Seine-Normandie
- Le Conseil Départemental de l'Aisne via le contrat départemental de développement local de la communauté de communes Thiérache Sambre et Oise.

La part non subventionnée de l'opération ainsi que le coût des travaux d'entretien seront à la charge du syndicat intercommunal pour la gestion du bassin versant de l'Oise amont. Les propriétaires des parcelles sur lesquelles seront mis en place les barrages gabions ne seront pas appelés à cotiser.

6. Cadre réglementaire

A. Déclaration d'intérêt général

A.1 Principe général

La Déclaration d'Intérêt Général (D.I.G) est une procédure instituée par la Loi sur l'eau de 1992 qui permet au maître d'ouvrage public d'entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages et installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, visant l'aménagement et la gestion de l'eau.

La Déclaration d'Intérêt Général permet :

- d'accéder aux propriétés privées riveraines des cours d'eau (notamment pour pallier les carences des propriétaires privés dans l'entretien des cours d'eau) ;
- de faire participer financièrement aux opérations les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou qui y trouvent intérêt ;
- de légitimer l'intervention des collectivités publiques sur des propriétés privées avec des fonds publics ;
- de simplifier les démarches administratives en ne prévoyant qu'une enquête publique (article L. 211-7 du Code de l'Environnement) même si le projet de DIG nécessite également une enquête publique :
 - o au titre de la nomenclature eau (articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement) ;
 - o au titre de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime ;
 - o au titre de la déclaration d'utilité publique : dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, acquisitions d'immeubles ou de droits réels immobiliers etc., l'enquête publique de la Déclaration d'Intérêt Général vaut enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Les travaux, actions, ouvrages ou installations pouvant faire l'objet d'une Déclaration d'Intérêt Général sont :

- 1) l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2) l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 3) l'approvisionnement en eau ;
- 4) la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;
- 5) la défense contre les inondations et contre la mer ;
- 6) la lutte contre la pollution ;
- 7) la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;
- 8) la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;
- 9) les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;
- 10) l'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;
- 11) la mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;

- 12) l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous bassin ou un groupement de sous bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

Le présent projet est concerné par les types ci-dessus : 1, 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

A.2 Justification de l'intérêt général

Le projet consiste à mettre en place des barrages gabions destinés à freiner les écoulements, lutter contre les nuisances occasionnées par les ruissellements sur la ressource en eau et sur les zones habitées et les accumulations de particules fines dans le ruisseau des Oiselets. L'objectif principal est de réduire la vulnérabilité de plusieurs habitations à l'aval face au risque d'inondation et d'améliorer la qualité du cours d'eau.

Ce sont donc les pouvoirs publics qui interviennent ici soit en tant que Maître d'Ouvrage, soit en tant que financeur, pour réduire le risque d'inondation autant sur les parcelles protégées par les aménagements que sur le territoire du syndicat.

La Maîtrise d'ouvrage de l'opération est portée par le Syndicat Intercommunal pour la gestion du bassin versant de l'Oise amont, représenté par son président, Monsieur Raymond PREDHOMME. Le syndicat est également le pétitionnaire du dossier Loi sur l'Eau et de la Déclaration d'Intérêt général.

L'objectif affiché de l'ensemble des aménagements proposés vise à :

- protéger les habitations de Lavaqueresse des inondations ;
- limiter les apports en sédiments vers le ruisseau des Oiselets par un dépôt des matières en suspension ;
- limiter les transferts vers l'aval de polluants associés aux ruissellements boueux.

L'impact attendu du projet est :

- un impact positif fort sur les inondations. Les aménagements contribuent à la protection des biens et des personnes, tout en renforçant la sécurité routière (réduction des inondations de voiries) ;
- un impact positif fort sur l'envasement et la pollution du ruisseau des Oiselets, contribuant à l'objectif du bon état écologique des milieux aquatiques (Directive Cadre sur l'Eau) ;
- un impact négatif faible sur l'emprise des terrains privés. Les emprises des aménagements ont été restreintes au maximum.

A.3. Conclusion sur l'intérêt général de l'opération

Au vu des bénéfices en termes de sécurité des habitants, des bénéfices attendus en matière de bon état écologique des milieux aquatiques et des inconvénients limités aux emprises du projet, le projet peut être reconnu d'intérêt général car il améliore la sécurité, le cadre de vie des habitants de Lavaqueresse et contribue à la valeur écologique globale du ruisseau des Oiselets.

B. Loi sur l'eau et les milieux aquatiques (L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement)

B.1. Généralités

Toute personne (physique ou morale, publique ou privée, propriétaire, exploitant ou entreprise) qui souhaite réaliser une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité ayant un impact sur le milieu aquatique doit soumettre son projet à l'application de la loi sur l'eau (art. L214-1 et suivants du Code de l'Environnement, au régime de Déclaration ou d'Autorisation selon la nomenclature Eau).

L'article L.214-1 mentionne que sont soumis aux dispositions des articles L. 214-2 à L. 214-6 les installations ne figurant pas à la nomenclature des installations classées, les ouvrages, travaux et activités réalisés à des fins non domestiques par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restitués ou non, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux, la destruction de frayères, de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants.

B.2. Rubriques de la nomenclature loi sur l'eau concernées

Tableau 4. Rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubriques concernées	Autorisation (A) ou déclaration (D)
2.1.5.0 : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 1 ^o Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2 ^o Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Déclaration (7,5 ha)

7. Etude d'incidence sur l'environnement

A. Etat des lieux avant travaux

L'implantation des barrages gabions est prévue dans un **ravin naturel** se situant dans une **zone boisée** (hêtraie) entourée de prairies.



Figure 4. Photographies du ravin qui accueillera les barrages gabions

Aucun habitat d'intérêt communautaire et aucune espèce patrimoniale n'ont fait l'objet d'observation sur ce secteur.

Suite à la constatation d'écoulements réguliers au niveau de ce ravin, l'ONEMA a été consulté pour déterminer la nature du site. Les visites des lieux ont permis de définir les écoulements comme n'étant pas un cours d'eau.

Annexe 3 : Copie de l'e-mail de M. MICHEL de l'ONEMA de l'Aisne.

B. Impact des travaux

Les principales incidences des travaux sur les eaux superficielles sont d'ordre qualitatif et concernent le risque de **rejet de matières en suspension** issues notamment de la circulation des engins ou encore du ruissellement sur les surfaces terrassées et non végétalisées.

La réalisation des travaux constitue aussi une source de **pollution accidentelle** potentielle : déversement d'hydrocarbure, vidange sauvage, fuite d'huile...

Les impacts des travaux sur les eaux sont modérés. Afin d'en limiter les effets il convient de mettre en place des mesures préventives (Cf. 7.D. Mesures envisagées pour la prévention de l'écosystème aquatique).

C. Evaluation des incidences Natura 2000

- Le projet est-il situé tout ou en partie dans une zone Natura 2000 ?

☐ oui nom du site :

☒ non

- Quels sont les sites Natura 2000 situés dans un rayon de 20 km autour du projet ?

- Site Natura 2000 : **Forêt du Régnaval (FR2200387)** à **≈10 km**

Annexe 4 : Carte de localisation du projet par rapport aux sites Natura 2000

- Quelle est l'aire d'influence du projet ?

L'aire d'influence du projet s'étend à l'ensemble du bassin versant d'étude, soit **7,5 ha** se situant dans son intégralité sur la **commune de Lavaqueresse**.

- Quels sont les incidences potentielles sur les habitats et les espèces naturels ?

L'altération des milieux à proximité immédiate du site est un impact possible, temporaire et réversible. Cette altération peut être chimique par **pollution accidentelle** lors du stockage de produits pour les besoins du chantier par exemple. Elle peut aussi être mécanique par le **passage d'engins** entraînant un tassement des prairies ou par dépôt de matériaux pouvant empiéter sur les prairies adjacentes.

Il est aussi possible que des espèces soient dérangées par le déroulement du chantier notamment par des **nuisances sonores et/ou lumineuses**. Cependant cet impact reste limité à la durée du chantier.

Les impacts des travaux sur les habitats et les espèces sont modérés. Afin d'en limiter les effets, il convient de mettre en place des mesures préventives (Cf. 7.D. Mesures envisagées pour la prévention de l'écosystème aquatique).

- Le projet est-il susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 à proximité, en fonction de l'aire d'influence du projet et des aires d'évaluations spécifiques ?

oui ☐ non ☒

Si non, précisez pour quelle(s) raison(s) (nature du projet, son importance, sa localisation dans un site Natura 2000, la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, la topographie, l'hydrographie, les caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation) ?

Un seul site Natura 2000 est recensé à proximité de la zone de travaux. Ce site est celui du massif forestier de Régnaval dont les objectifs prioritaires sont la conservation des milieux « hêtraie-chênaie à Jacinthe des bois » et « chênaies pédonculées à Nivéoles de printemps ».

Le projet n'influencera en rien ces milieux (pas d'éclaircissement intensif, pas d'opération affectant la qualité du sol, pas de dépôts d'ordure à proximité de ces habitats).

De plus, le site Natura 2000 de la forêt de Régnaval, se situant à environ 10km en amont de la zone de travaux, est complètement déconnecté de la zone de travaux. La réalisation des différents aménagements n'aura pas de répercussions sur ce site d'intérêt.

Le projet n'aura donc pas d'incidence sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire du site du massif forestier de Regnaval.

D. Mesures envisagées pour la préservation de l'écosystème aquatique

Afin d'éviter les incidences négatives du projet, il est proposé de mettre en place des mesures préventives pour en limiter les effets. L'ensemble des mesures envisagées est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5. Mesures envisagées pour préserver l'écosystème aquatique

Incidences potentielles	Mesures préventives envisagées
Pollution chimique accidentelle	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un équipement minimum de l'aire de chantier (avec des bacs de rétention pour produits inflammables, des bidons destinés à recueillir les huiles usagées, des fosses septiques destinées à recueillir les eaux usées, des fossés ceinturant les aires de stationnement des engins). Ces mesures permettront de confiner les produits potentiellement polluants ; - Maintenance préventive du matériel et des engins - Etanchéification des aires de ravitaillement et de lavage - Stockage de carburants et de matériels et stationnement des engins sur des aires aménagées à cet effet, éloignées des périmètres de captage et éloignées des cours d'eau ; - Interdiction des opérations d'entretien et de vidange des engins à proximité des cours d'eau ; - Récupération et évacuation des huiles usées de vidange dans des réservoirs étanches ; - Collecte et évacuation des déchets du chantier selon les filières agréées ; - Rejet des eaux usées <u>non</u> autorisé sur le chantier.
Matière en suspension par la circulation d'engins	<ul style="list-style-type: none"> - Arrosage des pistes pour limiter l'envol des poussières.
Dégradation d'espèces/d'habitats par la réalisation des interventions	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation des défrichements et des décapages aux surfaces strictement nécessaires aux emprises du projet ; - Délimitation précise de la zone d'évolution et engins et circulation à vitesse réduite.
Nuisances sonores et/ou lumineuses	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation de l'éclairage, en restreignant le travail à la période diurne ; - Respect des normes en vigueur concernant les émissions sonores des engins lourds.

En plus de ces mesures il sera demandé à l'entreprise réalisant les travaux d'assurer, de manière générale et durant tout le temps des travaux, l'écoulement des eaux vers l'aval. Si besoin, des systèmes de

batardeau et de pompage seront mis en place. Des grilles seront installées devant les éventuels pompages afin de protéger la faune.

L'ensemble du personnel de chantier devra être informé, voire formé, sur les mesures précitées à mettre en œuvre.

8. Analyse de la compatibilité avec les documents existants

A. Compatibilité avec le SDAGE

La commune de Lavaqueresse s'inscrit dans le SDAGE Seine Normandie.

Le nouveau SDAGE Seine-Normandie adopté le 5 novembre 2015 se place dans la continuité des SDAGE adoptés en 1996 et 2009, issus de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et privilégiant la recherche d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

Il doit assurer la filiation dans la prise en compte de la gestion équilibrée de la ressource et dans les grandes thématiques abordées, et marque le passage d'une obligation de moyens à une obligation de résultats inspirée par la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE).



Figure 5 : Périmètre du SDAGE Seine Normandie (Source : Eau Seine Normandie 2011)

La mise en œuvre de la DCE prévoit, pour chaque district hydrographique européen, la réalisation d'un plan de gestion qui précise les objectifs environnementaux visés pour l'ensemble des masses d'eaux (cours d'eau, plans d'eau, eaux souterraines, eaux côtières et eaux de transition) et les conditions de leur atteinte.

Le SDAGE Seine Normandie s'est fixé 8 défis à relever pour atteindre les objectifs de bon état établis par la DCE :

- défi 1 : diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques ;
- défi 2 : diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques ;
- défi 3 : réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants ;
- défi 4 : protéger et restaurer la mer et le littoral ;
- défi 5 : protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future ;
- défi 6 : protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides ;
- défi 7 : gestion de la rareté de la ressource en eau ;
- défi 8 : limiter et prévenir le risque d'inondation.

L'article L 212-1 du Code de l'Environnement indique que le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) fixe les orientations fondamentales et les objectifs d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans le bassin qui prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et la préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole. Ces orientations ont été déclinées en dispositions, qui sont citées ci-après.

La proximité du projet au périmètre du SDAGE Artois-Picardie, le tableau suivant valide également la compatibilité du projet avec ce SDAGE.

Tableau 6. Compatibilité du projet avec les dispositions du SDAGE

Dispositions des SDAGE	Compatibilité avec le projet		
	oui	non	
Disposition D2.14 (SN) : Optimiser la couverture des sols en automne pour atteindre les objectifs environnementaux du SDAGE	oui	non	Sans objet
Disposition D2.17 (SN) : Maîtriser le ruissellement et l'érosion en amont des masses d'eau altérées par ces phénomènes	oui	non	Sans objet
Disposition D2.18 (SN) : Conserver et développer les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements	oui	non	Sans objet
Disposition A-4.3 (AP) : Préserver, restaurer les éléments fixes du paysage			
Disposition D2.19 (SN) : Maintenir et développer les surfaces en herbe existantes (prairies temporaires ou permanentes)	oui	non	Sans objet
Disposition A-4.3 (AP) : Limiter le retournement des prairies			
Disposition D2.20 (SN) : Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques (<i>prairie inondable, mare végétalisée, enherbement des fossés,...</i>).	oui	non	Sans objet
Disposition A-4.1 (AP) : Limiter l'impact des réseaux de drainage <i>Pour limiter l'impact des polluants véhiculés par le drainage, des dispositifs seront aménagés à l'exutoire des réseaux, permettant la décantation et la filtration des écoulements avant rejet au milieu naturel (tampons : prairie inondable, mare végétalisée, ou autres).</i>			

Disposition A-4.2 (AP) : Gérer les fossés	oui	non	Sans objet
Disposition D2.22 (SN) : Limiter les risques d'entraînement des contaminants microbiologiques par ruissellement hors des parcelles	oui	non	Sans objet
Disposition D3.27 (SN) : Responsabiliser les utilisateurs de micropolluants (activités économiques, unions professionnelles, agriculteurs, collectivités, associations, groupements et particuliers,...)	oui	non	Sans objet
Disposition D5.59 (SN) : Prendre en compte les eaux de ruissellement pour protéger l'eau captée pour l'alimentation en eau potable	oui	non	Sans objet
Disposition B-1.5 (AP) : Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentation de captages			
Disposition D6.60 (SN) : Eviter, réduire, compenser les impacts des projets sur les milieux aquatiques continentaux	oui	non	Sans objet
Disposition A-5.5 (AP) : Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux			
Disposition D8.138 (SN) : Identifier les zones d'expansion des crues (2.C.1 PGRI)	oui	non	Sans objet
Disposition D8.140 (SN) : Eviter, réduire, compenser les installations en lit majeur des cours d'eau	oui	non	Sans objet
Disposition D8.142 (SN) : Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets	oui	non	Sans objet
Disposition C-2.1 (AP) : Ne pas aggraver les risques d'inondation			
Disposition D8.143 (SN) : Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée	oui	non	Sans objet
Dispositions D8.144 (SN) : Privilégier la gestion et la rétention des eaux à la parcelle	oui	non	Sans objet
Disposition C-3.1 (AP) : Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants			

Le projet est compatible avec les orientations définies dans le SDAGE Seine Normandie.

B. Compatibilité avec le PPRI de la Vallée de l'Oise entre Aisonville et Mondrepuis

Une partie des travaux du projet se situe en zone exposé aux phénomènes de ruissellement et coulées de boue du PPRI (zones bleues)

Annexe 5 : Zonage du PPRI de la Vallée de l'Oise entre Aisonville et Mondrepuis – commune de Lavaqueresse

Ainsi, conformément au PPRI en vigueur, les travaux et installations, destinés à réduire les conséquences du risque de ruissellement et de coulée de boue, sont autorisés, sous réserve :

- d'une justification technique et économique du projet ;
- de la mise en œuvre de mesure compensatoire si nécessaire ;
- que le projet soit porté par une collectivité compétente qui en assurera
- que le projet fasse l'objet d'une validation par les services de l'Etat compétents.

Sous réserve de validation du projet par les services de la DDT, celui-ci est donc compatible avec le PPRI de la Vallée de l'Oise entre Aisonville et Mondrepuis.

9. Moyens de surveillance et d'entretien des aménagements

A. Gestion des aménagements

A.1 Responsabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage, ici le Syndicat intercommunal pour la gestion du bassin versant de l'Oise amont, est responsable de son ouvrage, lors de sa construction, de sa première mise en eau, de son exploitation, de sa surveillance, de son entretien et, le cas échéant, de son démantèlement.

Au-delà de la phase de construction de l'ouvrage qu'il confie à des entreprises spécialisées, le maître d'ouvrage est chargé :

- de l'exploitation des ouvrages ;
- de la constitution et de la tenue à jour du dossier contenant tous les documents relatifs à l'ouvrage et ses ouvrages annexes ;
- de la surveillance et de l'auscultation (y compris son interprétation) ;
- de l'entretien des ouvrages.

Il peut confier par contrat certaines de ces tâches à un exploitant ou à un bureau d'études spécialisé. Par ailleurs (art. L211-5 du code de l'environnement), le maître d'ouvrage doit informer sans délai le service de l'état chargé de la police de l'eau de tout évènement particulier (désordres, comportement anormal...).

A.2. Définition et niveaux de surveillance

La surveillance des ouvrages repose sur l'inspection visuelle, méthode qualitative qui intègre de très nombreux paramètres et qui permet de détecter de l'ordre de 90% des anomalies et désordres susceptibles d'affecter l'ouvrage.

La surveillance doit impérativement être renforcée en cas d'anomalie ou de désordre constaté, ainsi qu'à l'occasion de crues.

Il convient de distinguer deux niveaux dans l'inspection visuelle des ouvrages et de ses abords :

- inspection visuelle de routine,
- inspection visuelle à l'occasion des crues.

B. Inspection visuelle de routine

L'inspection visuelle de routine ou à l'occasion des crues est faite par un agent désigné par le maître d'ouvrage. Si ces tâches ne nécessitent pas une compétence affirmée en Génie Civil, il importe toutefois que l'agent soit motivé, consciencieux et précis. Aussi doit-il au préalable avoir reçu une bonne information sur l'ouvrage et une formation technique minimale sur les mécanismes en jeu, les anomalies et désordres à rechercher et les objectifs de l'inspection et de l'auscultation.

L'inspection visuelle de routine a pour objectif de déceler rapidement tout phénomène nouveau affectant l'ouvrage et de suivre qualitativement les évolutions.

En phase d'exploitation normale et en l'absence de tout désordre ou anomalie quant au comportement de l'ouvrage, la périodicité est trimestrielle l'année suivant la construction, puis elle devient annuelle.

Les visites doivent être plus rapprochées dès que l'on constate une anomalie ou un désordre nouveau. L'inspection doit être systématique après chaque crue (contrôle visuel de bon fonctionnement), s'accompagnant d'un entretien courant si besoin.

Les visites doivent se dérouler selon un circuit préétabli (défini par exemple par l'ingénieur spécialiste) et ne négliger aucun point d'observation.

L'agent chargé des visites de routine doit être en possession des équipements de sécurité et avoir tout le nécessaire pour le report des observations et mesures (plans, fiches, appareil photographique, etc.).

Les éléments devant faire l'objet d'une inspection régulière sont :

- Corrosion et rupture des fils des cages d'ouvrages en gabions ;
- Accumulation d'éboulements ou de végétation en amont du barrage ;
- Dégâts dus aux animaux fouisseurs.

C. Inspection visuelle à l'occasion d'évènements pluvieux

C'est lors de fortes pluies que les ouvrages sont soumis aux sollicitations les plus sévères : cote de l'eau élevée, débits importants, etc. Une inspection visuelle détaillée s'impose donc dans ces occasions.

L'inspection pendant l'évènement pluvieux est riche d'informations, mais elle n'est pas toujours possible car il peut survenir de nuit. Cependant, chaque fois qu'on le peut, on s'attache à observer les points suivants :

- niveau maximum atteint par l'eau ;
- volumes d'eau tombés ;
- corps flottants ;
- comptes rendus des actions et mesurés réalisés (datés, signés).

Après les fortes pluies, l'inspection portera sur les points suivants :

- relevés d'indices permettant de connaître le niveau maximum atteint par l'eau : dépôt de branchages et brindilles, traces sur le limnimètre ou les murs en béton (attention à ne pas confondre avec les indices liés à une précédente crue) ;

- vérification qu'il n'y a pas eu de surverse sur le couronnement de l'ouvrage. (Indices à rechercher : présence de végétation couchée, d'affouillements,...);
- état du déversoir et de la fosse de dissipation d'énergie : érosion régressive, contournement de l'ouvrage, fondations sous-cavées, mouvements de structures ;
- creusement de ravines par ruissellement sur les talus (en particulier le talus aval) ;
- apparition de fuites ;
- compte rendu de l'observation à l'occasion d'orages ;
- description de tous les travaux d'entretien et de réparation.

D. Entretien

L'entretien du barrage gabion consiste à :

- Faucher et débroussailler régulièrement ;
- Réparer les dégâts liés aux terriers et ravinement par petits travaux de terrassement ;
- Capturer ou éliminer les animaux responsables de dégradations graves (terriers de gros diamètre).

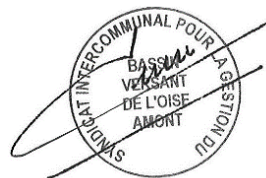
L'entretien des zones de rétention consiste à :

- Contrôler le développement de la végétation ;
- Entretien et surveiller les arbres de hauts jets à proximité des gabions ;
- Evacuer les grosses branches et les arbres abattus par le vent ;
- Curer les sédiments et collecter les détritux divers.

A CHIVY-LES-ETOUVELLES, le 15/05/2017

Signature du demandeur

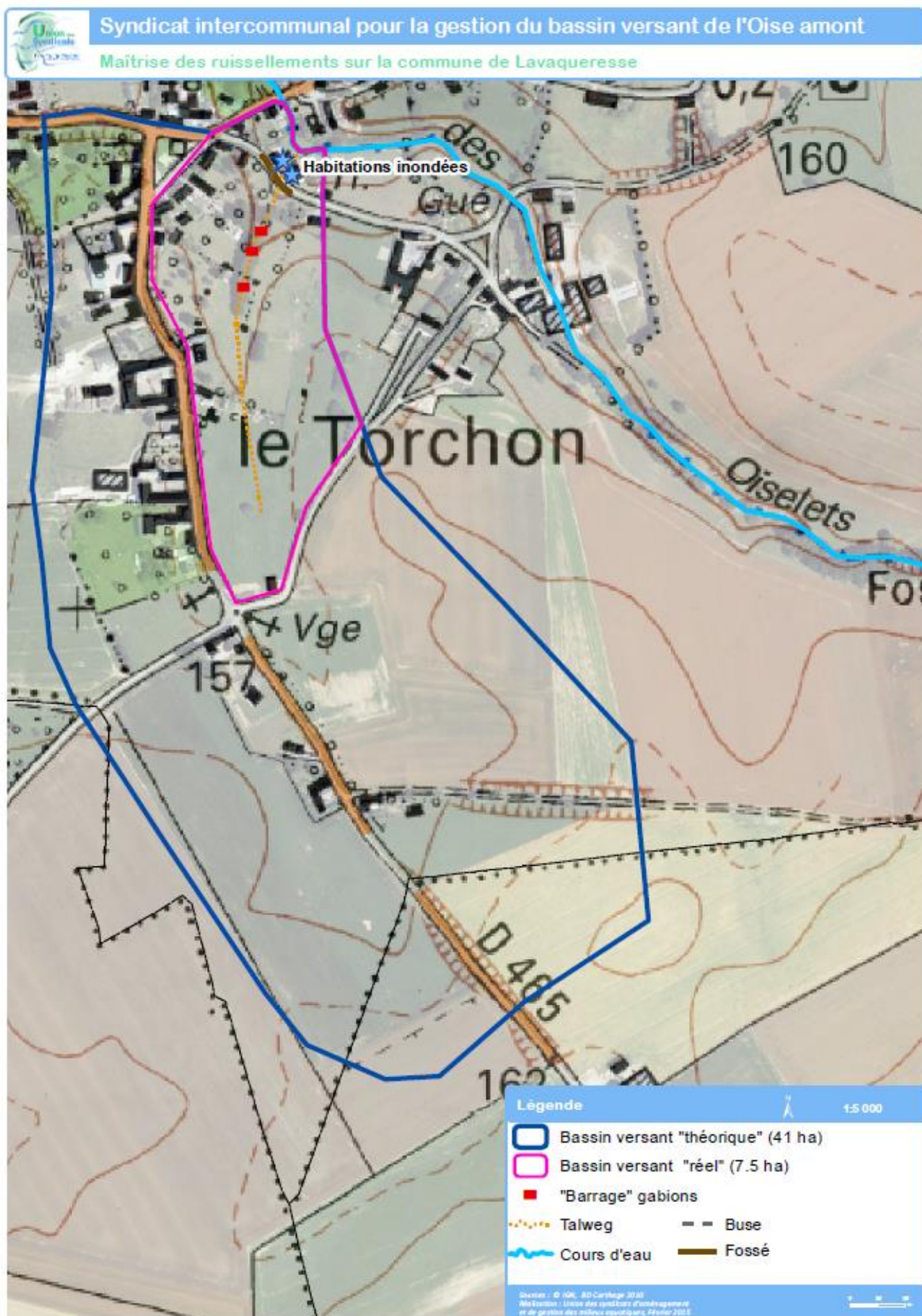
Le Président du syndicat intercommunal pour la gestion du bassin versant de l'Oise amont



R. PREDHOMME

Annexe 1

Carte de localisation du projet (1/5 000ème)



Annexe 2


Convention relative à la réalisation de travaux d'aménagement d'un bassin versant sur la commune de Lavaqueresse

Annexe 3

Copie du mail de M. Michel, ONEMA

- Détermination cours d'eau à Lavaqueresse

MICHEL Luc <luc.michel@onema.fr>

 Vous avez répondu à ce message le 16/06/2015 15:22.
Ce message a été envoyé avec l'importance Haute.

Envoyé : mar. 16/06/2015 14:49

À : union-des-syndicats@griv.fr; QUENTIN (damien.quentin@aisne.gouv.fr)

Cc : CAPLIN Dominique

bonjour

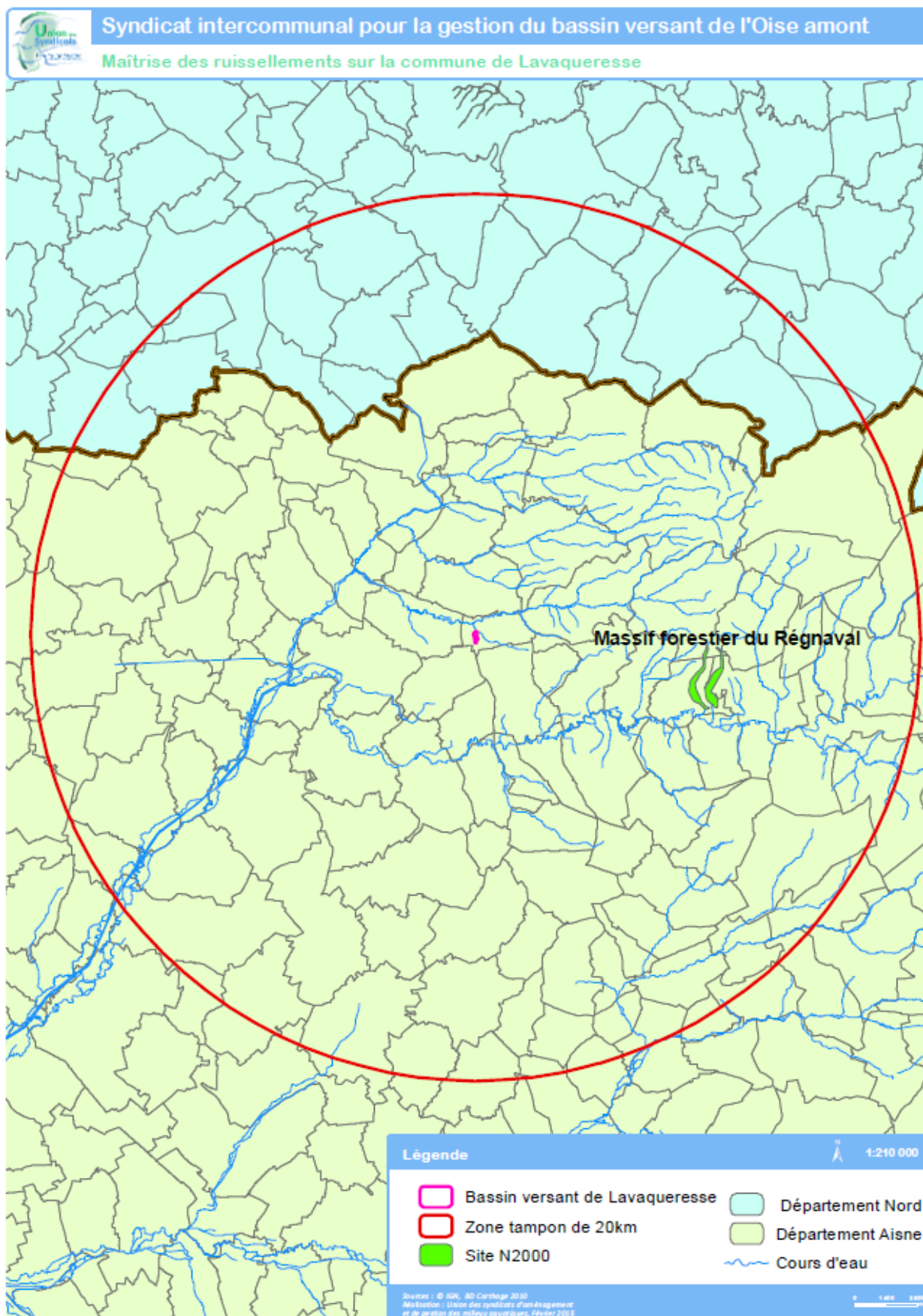
après plusieurs visites sur les lieux, je ne considère pas cet écoulement temporaire, comme un cours d'eau.
Cependant un rejet domestique s'effectue juste à l'amont (drainage).
Pour éviter la décantation et le lessivage lors de pluie, ce problème doit être résolu.

cordialement

Luc MICHEL
Service Départemental
de l'ONEMA de l'Aisne
36, rue du 7ème BCA
02320 PINON
Tél: 03.23.79.13.40 - Portable: 06.72.80.12.95
luc.michel@onema.fr

Annexe 4

Localisation des sites N2000 dans un rayon de 20km du projet



Annexe 5

Plan de Prévention des Risques Inondation et Coulées de boue de la Vallée de l'Oise entre Aisonville et Mondrepuis

-

Commune de Lavaqueresse

